

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/DS9/1

10 juillet 1995

(95-1887)

Original: anglais

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES - DROITS SUR LES IMPORTATIONS DE CÉRÉALES

Demande de consultations présentée par le Canada

La communication ci-après, datée du 30 juin 1995, adressée par la Mission permanente du Canada à la délégation permanente de la Commission des Communautés européennes à Genève, est distribuée conformément à l'article 4:4 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

Le gouvernement canadien demande l'ouverture de consultations avec la Commission des Communautés européennes au titre de l'article XXIII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 et de l'article 19 de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994, au sujet de certains règlements des Communautés européennes concernant les céréales. Ces règlements sont notamment les suivants: Règlement (CEE) n° 1766/92 du Conseil, Règlement (CE) n° 3290/94 du Conseil et Règlement (CE) n° VI/2321/95 du Conseil.

Les règlements (CE) n° 3290/94 et (CE) n° VI/2321/95 du Conseil ont pour objet de mettre en oeuvre certaines des concessions concernant l'agriculture accordées par les Communautés européennes dans le cadre du Cycle d'Uruguay, dont la concession ci-après, qui se rapporte à certaines céréales et qui figure dans une note introductive de la Liste des Communautés européennes annexée au Protocole de Marrakech annexé à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994:

"La Communauté s'engage, pour ce qui est des céréales relevant des positions

- ex 1001 froment (blé)
- 1002 seigle
- 1003 orge
- ex 1005 maïs, excepté l'hybride de semence, et
- ex 1007 sorgho, excepté l'hybride destiné à l'ensemencement

à appliquer un droit à un niveau et d'une manière tels que le prix à l'importation de ces céréales après paiement du droit de douane ne sera pas supérieur au prix d'intervention effectif (ou, en cas de modification du régime actuel, au prix de soutien effectif) majoré de 55 pour cent.

Le droit appliqué ne dépassera en aucun cas le droit établi conformément à la présente liste."*

*Traduction non officielle.

Les règlements susmentionnés assujettissent les importations de blé à un droit calculé sur la base des prix de référence et non valeurs transactionnelles. De ce fait, le prix à l'importation du blé canadien après paiement du droit de douane sera supérieur au prix d'intervention effectif majoré de 55 pour cent dès lors que la valeur transactionnelle dépassera le prix représentatif.

En conséquence, le gouvernement canadien considère que ces règlements sont incompatibles avec les obligations qui incombent aux Communautés européennes au titre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 et de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994. Les dispositions de ces accords avec lesquels les règlements en question sont incompatibles sont notamment les suivantes:

- i) articles II et VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994;
- ii) article premier de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994.

Conformément à l'article 4 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, le gouvernement canadien demande l'ouverture de consultations avec la Commission des Communautés européennes pour examiner cette question en vue d'arriver à un résultat mutuellement satisfaisant. Le gouvernement canadien souhaite que la Commission des Communautés européennes lui suggère des dates auxquelles les consultations pourraient avoir lieu dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la présente demande.